



15 juin 2017

(17-3175)

Page: 1/2

Original: anglais

**RUSSIE – TRAITEMENT TARIFAIRE DE CERTAINS
PRODUITS AGRICOLES ET MANUFACTURÉS**

COMMUNICATION DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

La communication ci-après, datée du 8 juin 2017, a été reçue de la délégation de la Fédération de Russie, qui a demandé qu'elle soit distribuée à l'Organe de règlement des différends (ORD).

Le 26 septembre 2016, l'Organe de règlement des différends (ORD) a adopté le rapport du Groupe spécial concernant l'affaire *Russie – Traitement tarifaire de certains produits agricoles et manufacturés* (DS485).

Nous rappelons que le Groupe spécial a recommandé que la Fédération de Russie mette un certain nombre de mesures contestées en conformité avec l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994.

Conformément à l'article 21:3 b) du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, la Fédération de Russie et l'Union européenne sont convenues du délai raisonnable pour la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD dans le présent différend, qui est arrivé à expiration le 11 mai 2017.

La Russie a pleinement mis en œuvre les décisions de l'ORD avant la date limite susmentionnée, comme il précisé ci-après.

S'agissant des mesures 1 à 5, à savoir les mesures concernant les produits en papier et carton (SH 4810 22 900, 4810 29 300 0, 4810 92 300 0, 4810 13 800 9), le Tarif douanier commun de l'Union économique eurasiatique a été modifié conformément à la recommandation du Groupe spécial, en vertu de la Décision n° 13 du Bureau de l'Union économique eurasiatique qui a été adoptée le 31 janvier 2017 et est entrée en vigueur le 3 mars 2017.

S'agissant des mesures 6 à 8, à savoir les mesures concernant les produits en papier et carton (SH 481092 100 0), l'huile de palme et ses fractions (SH 1511 90 190 2, 1511 90 990 2), avant ou pendant la présente procédure, la Fédération de Russie a modifié ses droits appliqués. Le Tarif douanier commun de l'Union économique eurasiatique, en ce qui concerne les produits en papier et carton (la 6^{ème} mesure), a été modifié en vertu de la Décision n° 85 du Bureau de la Commission économique eurasiatique qui a été adoptée le 2 juin 2015 et est entrée en vigueur le 20 août 2015. Conformément à la Décision n° 52 du Conseil de la Commission économique eurasiatique adoptée le 16 juillet 2014, les droits visant l'huile de palme et ses fractions (mesures 7 et 8) ont cessé d'être en vigueur à partir du 1^{er} septembre 2015.

En relation avec la 9^{ème} mesure, à savoir la mesure concernant le droit visant les combinaisons de réfrigérateurs et de congélateurs-conservateurs (SH 8418 10 200 1), le droit a été modifié par la Décision n° 40 du Conseil de la Commission économique eurasiatique, qui a été adoptée le 16 mai 2016 et est entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2016.

S'agissant des mesures 10 et 11, à savoir les mesures concernant les droits visant les combinaisons de réfrigérateurs et de congélateurs-conservateurs (SH 8418 10 800 1) et les réfrigérateurs (SH 8418 21 100 0), les droits ont été modifiés pendant la présente procédure, en

vertu de la Décision n° 54 du Conseil de la Commission économique eurasiatique qui a été adoptée le 21 août 2015 et est entrée en vigueur le 20 septembre 2015.

En conséquence, la Russie a pleinement mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD en l'espèce, avant l'expiration du délai raisonnable convenu par les Parties.

La Fédération de Russie a fourni à l'UE des copies de toutes les décisions et tous les actes pertinents concernant la mise en œuvre dans le présent différend. La Fédération de Russie est prête à fournir à tout Membre, sur demande, des copies de ses documents concernant la mise en œuvre. Ces renseignements sont également disponibles sur le site Web de la Commission économique eurasiatique, à l'adresse suivante: <http://www.eurasiancommission.org>.
